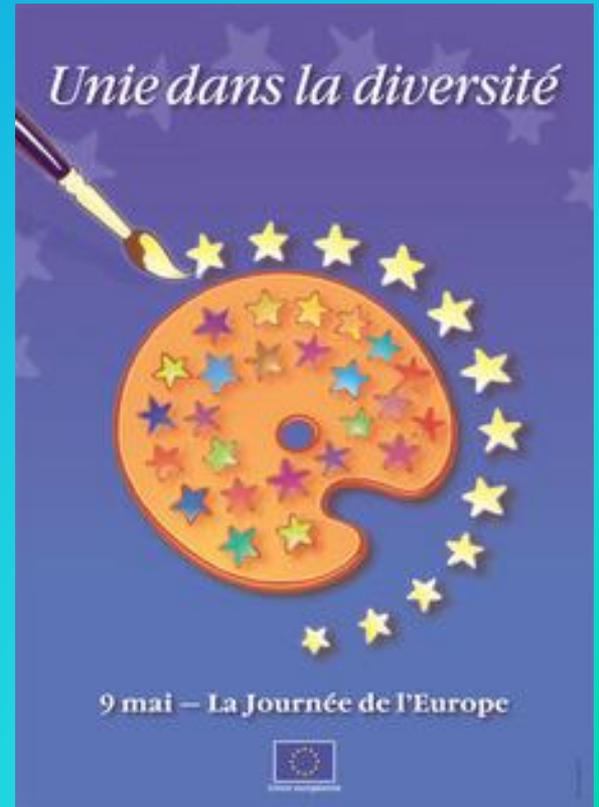
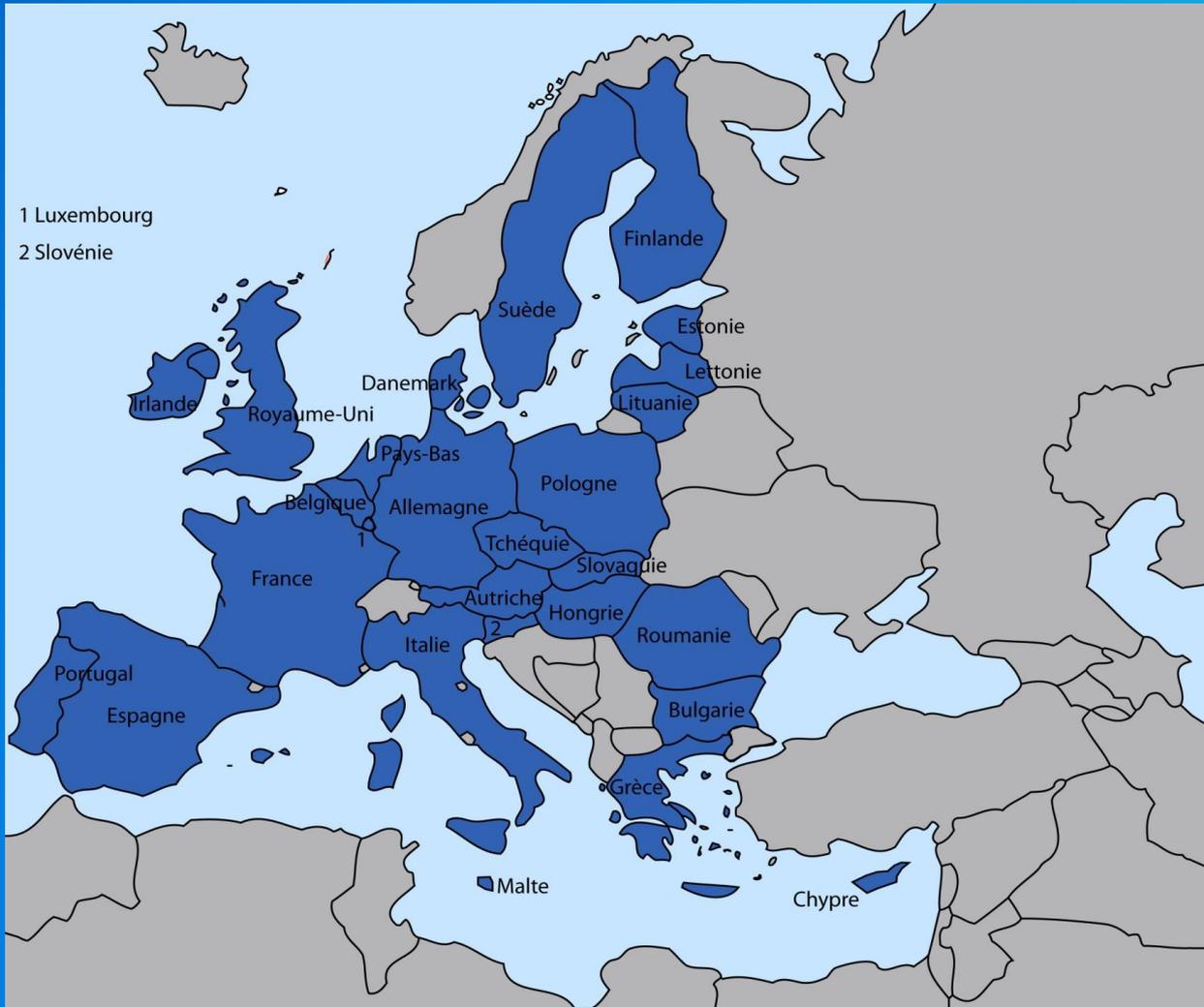


Une gouvernance européenne depuis le traité de Maastricht (1992)



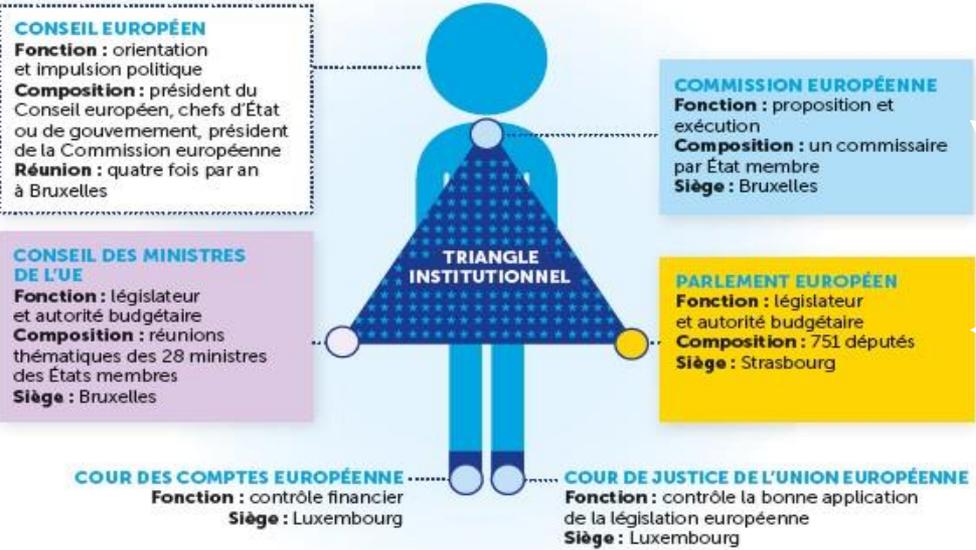
L'Union Européenne



Les institutions européennes

Les institutions de l'Union européenne

Schéma développé par le Centre d'information Europe Direct de Strasbourg.



siègent

**GOUVERNEMENTS
DES ETATS
MEMBRES**

mandatent

initiative citoyenne :
peuvent demander
une proposition de loi

**CITOYENS
DE L'UE**

élisent

peuvent
saisir

peuvent
saisir

Le processus législatif au sein de l'UE

L'EUROPE, COMMENT ÇA MARCHE ?

● Parcours d'une loi (directive)

Le Conseil européen (Bruxelles)

28 chefs d'Etat ou de gouvernement

- ▶ Fixe les grandes orientations politiques sur lesquelles la Commission va devoir travailler.
- ▶ Tranche les désaccords au sein du Conseil de l'Union européenne.

Fixe les orientations politiques

La Commission européenne (Bruxelles)

28 commissaires désignés par les chefs d'Etat et de gouvernement, et approuvés par le Parlement

Présente une proposition de loi

- ▶ Mène la politique de l'UE.
- ▶ Négocie les accords de commerce.
- ▶ Vérifie la mise en œuvre des lois.

Le Parlement européen (Strasbourg)

766 députés dont le Président (751 à partir de 2014), élus au suffrage universel

- ▶ Représente les citoyens.
- ▶ Elabore le budget.

Examine et vote la proposition de loi

Composition du Parlement européen (en sièges)



Source : Parlement européen

LP/Infographie avec l'Id

Le Conseil de l'Union européenne (Bruxelles)

- ▶ Représente les gouvernements.
- ▶ Elabore le budget.
- ▶ Fixe les orientations générales de la politique étrangère.

Procédure de codécision

La proposition de loi doit être approuvée par les deux institutions, qui peuvent en modifier le contenu.

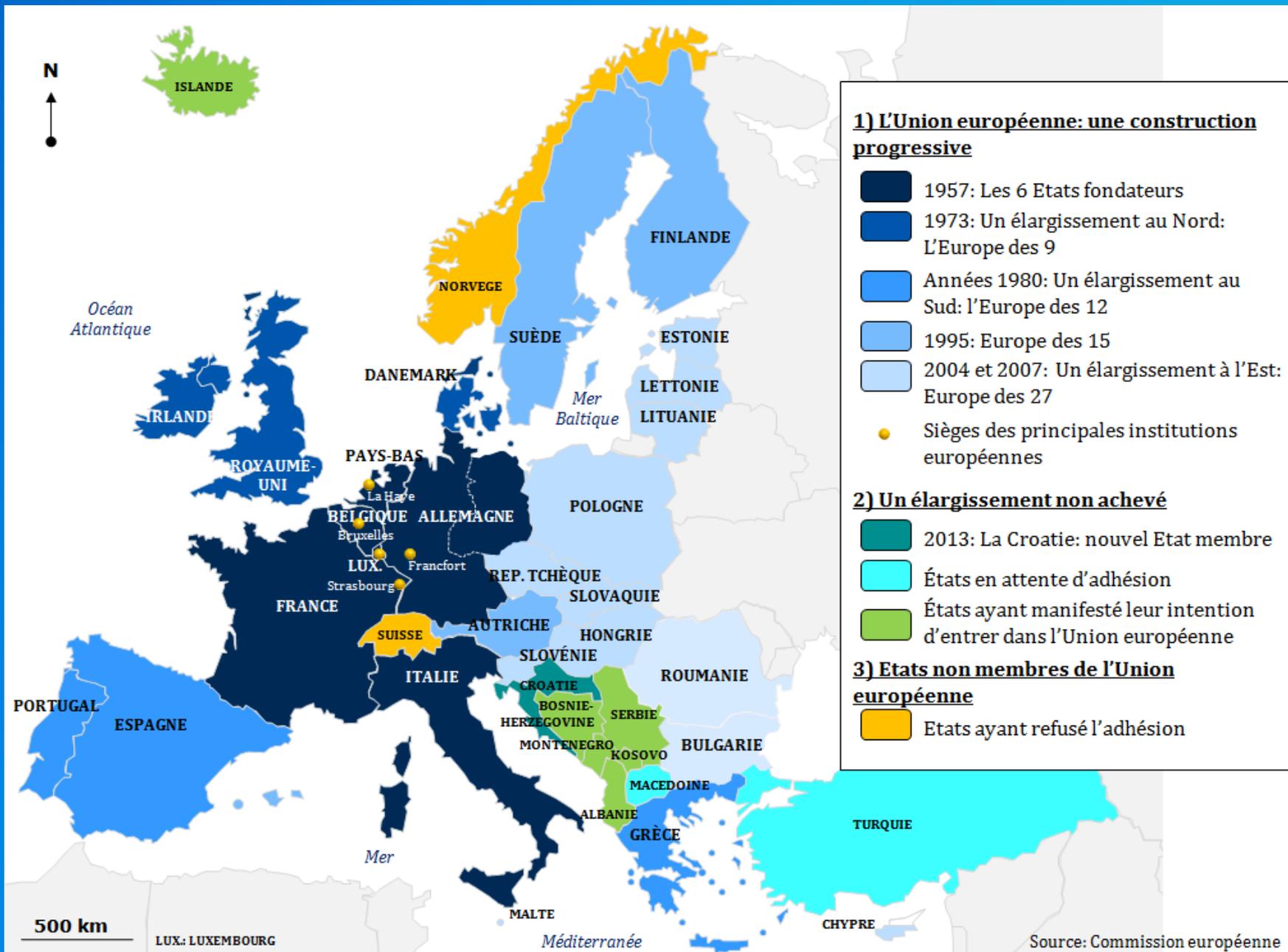
Approuve ou refuse la proposition de loi

Les 28 ministres compétents dans la matière traitée

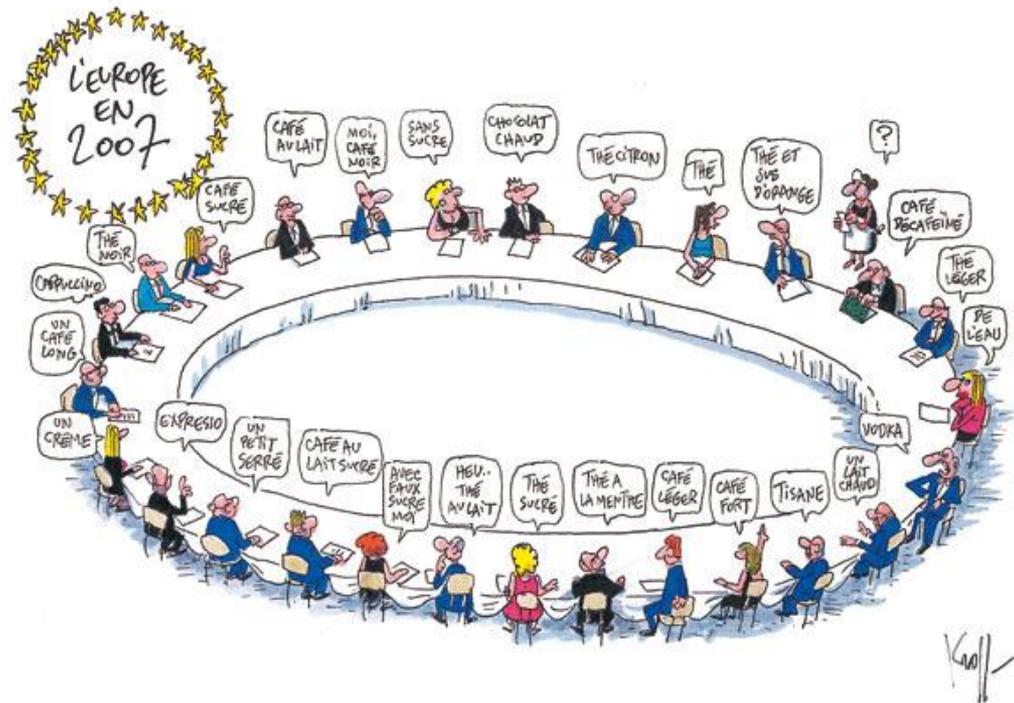
Le texte de loi est adopté

La loi devra ensuite être appliquée. Les Etats devront adapter leur législation nationale.

L'élargissement progressif de l'UE



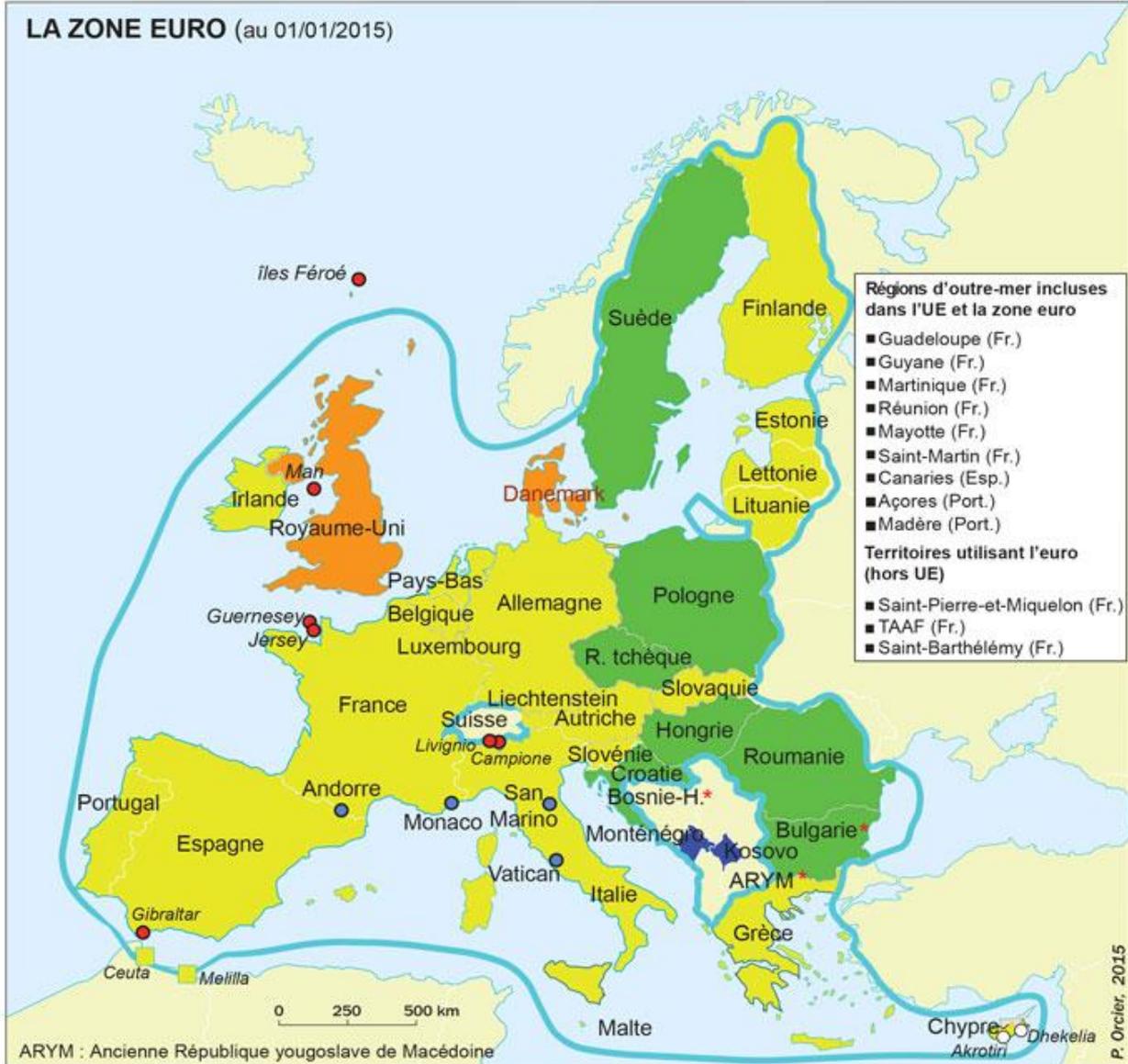
Les difficultés de l'élargissement



Quelles difficultés liées à l'élargissement de l'Union Européenne souligne cette caricature ?



LA ZONE EURO (au 01/01/2015)



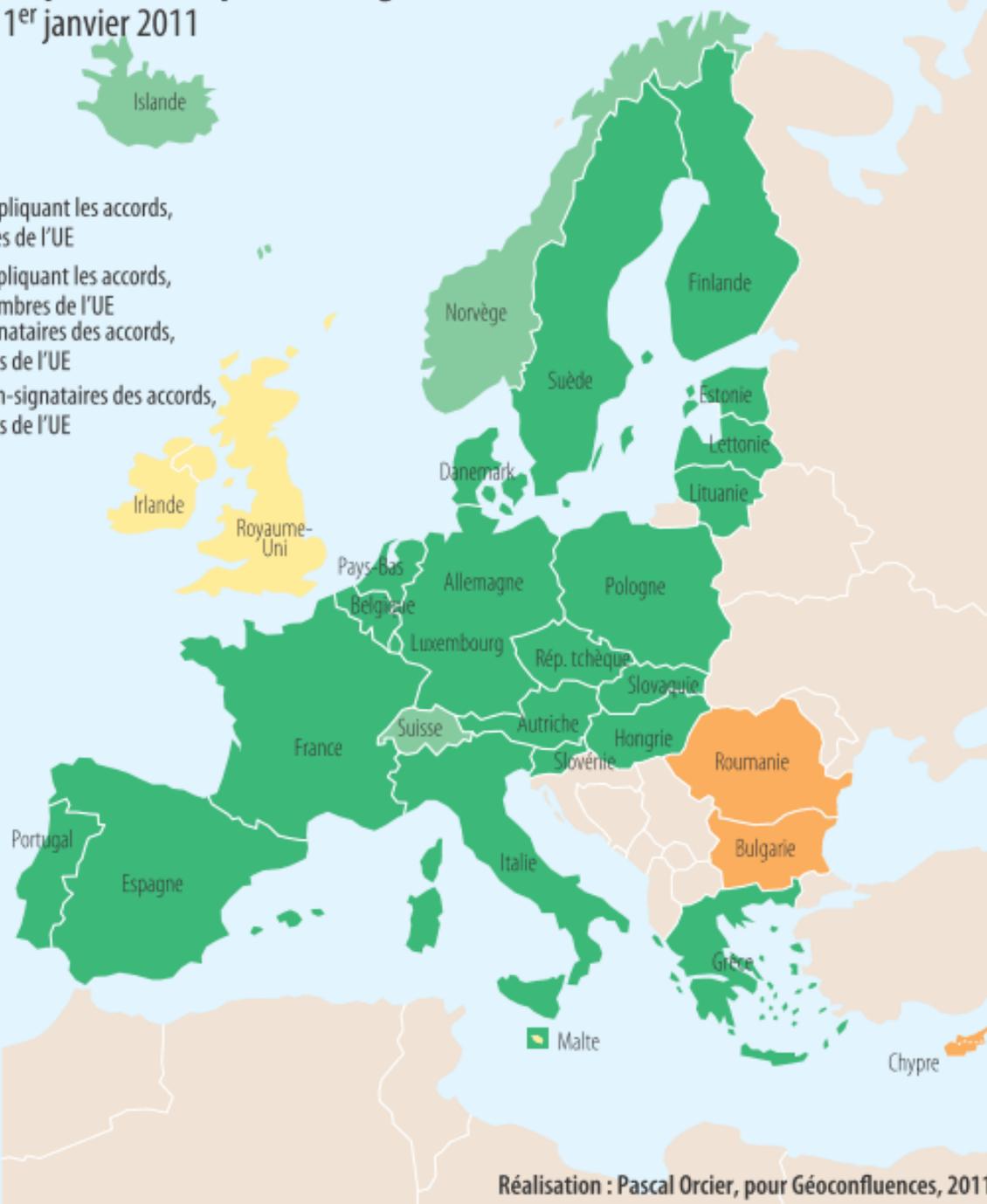
P. Orcler, 2015



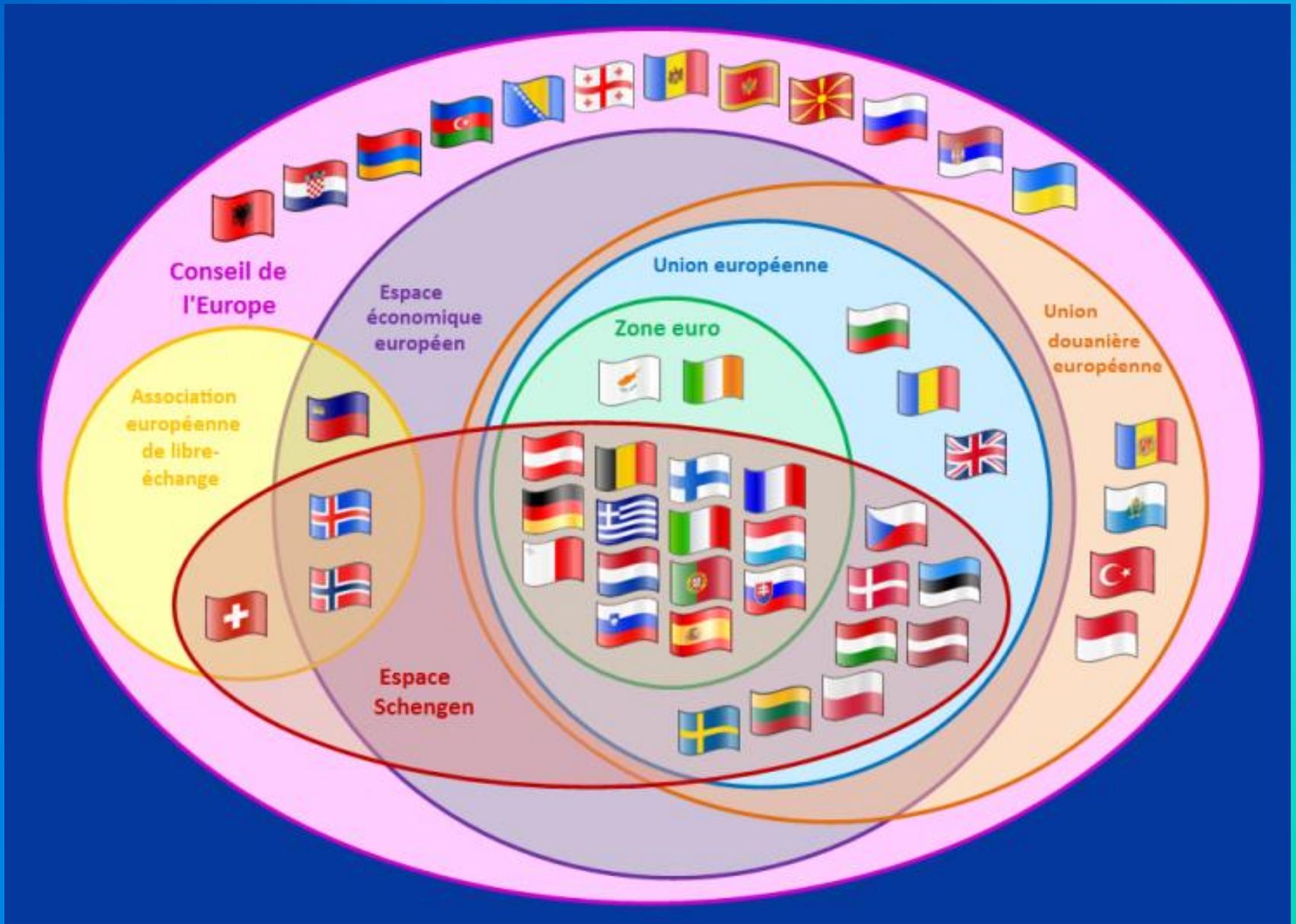
Les Etats européens et l'espace Schengen

situation au 1^{er} janvier 2011

-  Etats appliquant les accords, membres de l'UE
-  Etats appliquant les accords, non-membres de l'UE
-  Etats signataires des accords, membres de l'UE
-  Etats non-signataires des accords, membres de l'UE

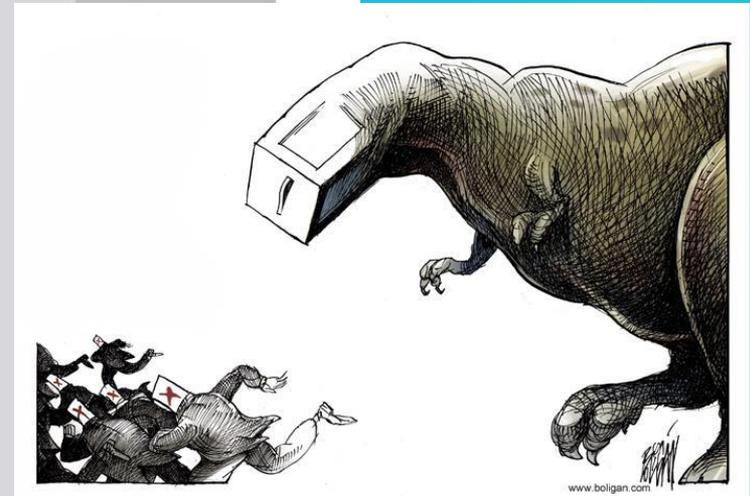
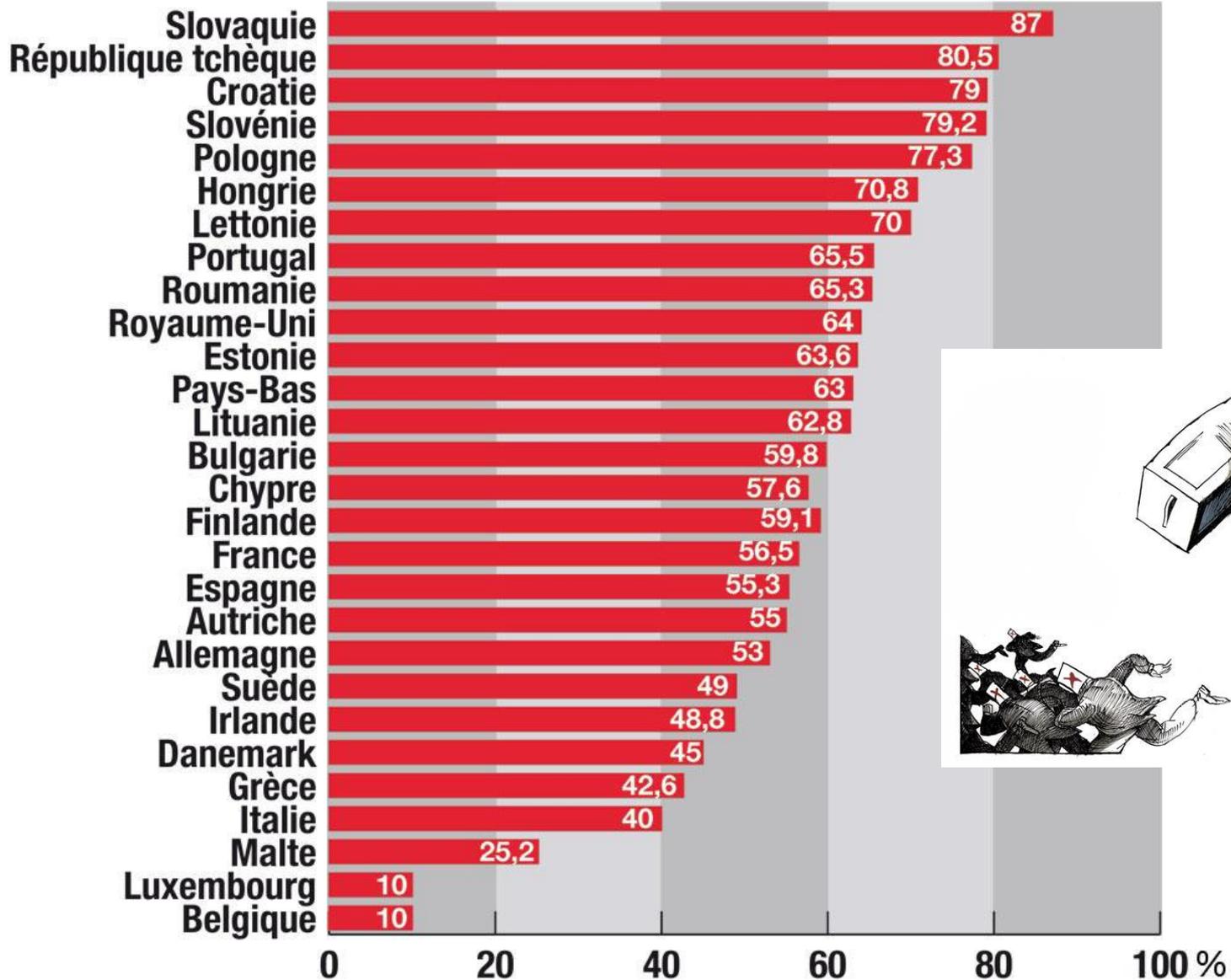


Une Union Européenne à la carte



Taux d'absentéisme aux élections européennes dans les 28 pays de l'UE

(estimations du Parlement européen, en %)



La montée de l'eurosepticisme dans le vote aux élections européennes de 2014

Les principaux bataillons populistes

Score des partis d'extrême droite et des partis europhobes en % des suffrages exprimés



* score en % obtenu en additionnant les résultats de deux partis

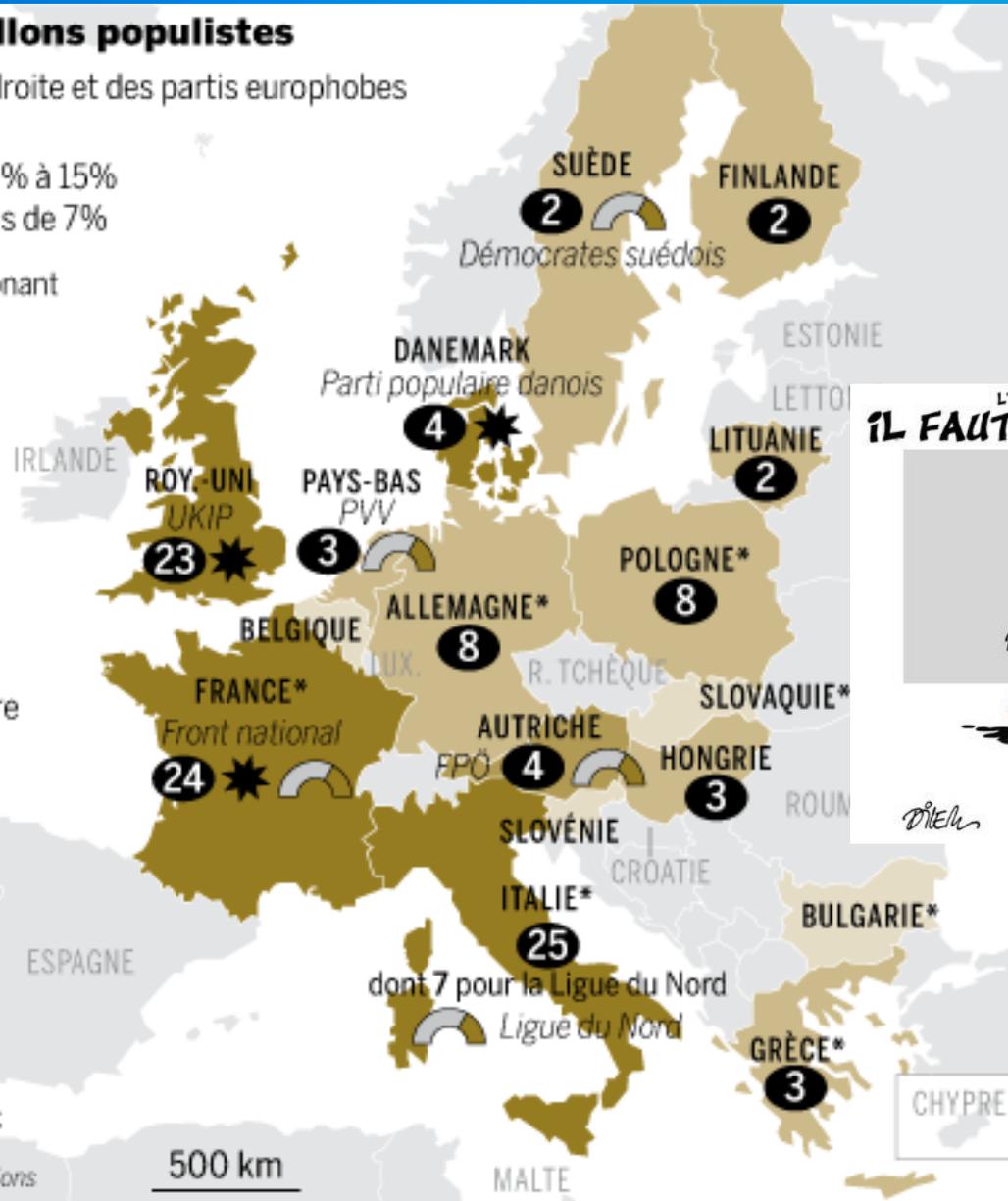
en nombre de sièges

XX

 Parti d'extrême droite ou parti europhobe arrivé en tête

 Parti d'extrême droite susceptible de former un groupe parlementaire avec le FN

SOURCES : PARLEMENT EUROPÉEN ;
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Pour la Belgique et la Pologne, estimations

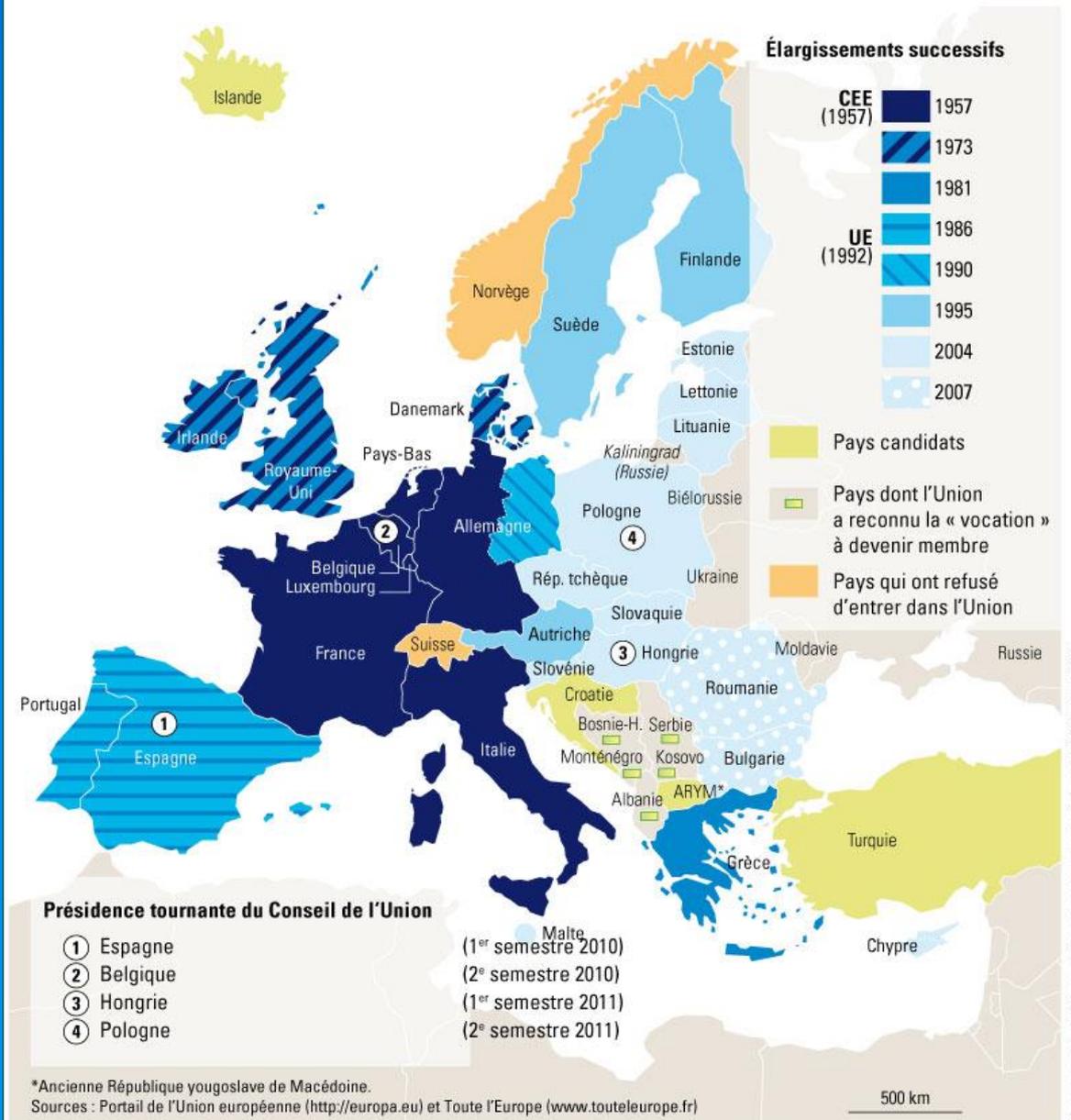


L'EXTRÊME-DROITE PROGRESSE DANS L'UE
IL FAUT REPENSER L'EUROPE !



Quelles frontières pour l'Europe ? Vers une poursuite de l'élargissement ?

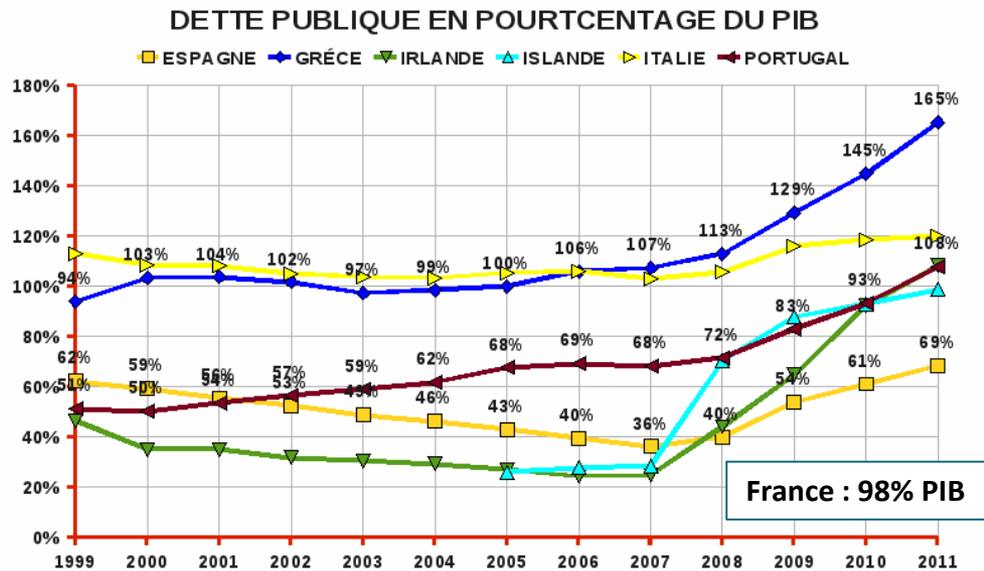
La construction européenne (1957-2010)



Le débat sur l'adhésion de la Turquie



La crise des dettes souveraines



Zone euro : retour sur 2 ans de crise

Novembre

Le nouveau 1^{er} ministre grec, Georges Papandréou, révèle que le déficit public s'élève à **12,7 %** du PIB et non à 3,7 % comme l'avait annoncé le précédent gouvernement.

Mai

1^{er} plan d'aide de l'UE et du FMI à la Grèce de **110 milliards d'euros** sur 3 ans. Mise en place d'un plan d'austérité dans le pays qui provoque de violentes manifestations.

Plan d'austérité de **25 milliards d'euros** en Italie, la dette atteint 120 % du PIB.

Adoption d'un plan de secours de l'UE envers les pays en difficulté de la zone euro de **750 milliards d'euros**.

Mai

Plan d'aide de l'UE et du FMI au Portugal de **78 milliards d'euros** en échange d'un plan d'austérité.



2009

2010

2011

Février

Adoption d'un plan d'austérité par la Grèce.

Novembre

Plan de sauvetage de l'UE et du FMI à l'Irlande de **85 milliards d'euros**.

Juin

Nouveau plan d'austérité en Grèce, l'UE lui verse **8,7 milliards d'euros**.
Nouveau plan d'austérité de **48 milliards d'euros** en Italie.

Janvier

Plan d'austérité de **50 milliards d'euros** d'ici 2013 en Espagne.

21 juillet

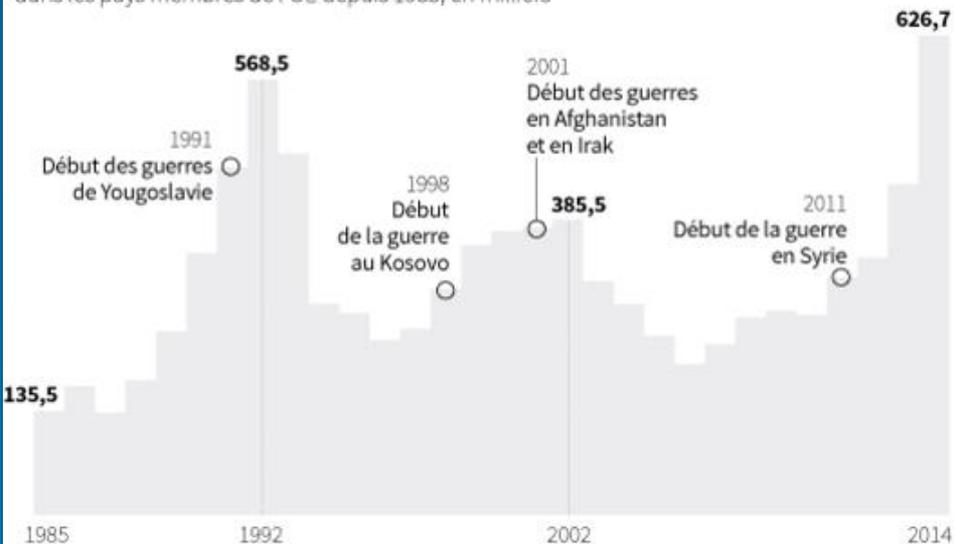
2nd plan d'aide à la Grèce de **158 milliards d'euros**. L'UE et le FMI verseront 109 milliards d'euros, les banques participeront à hauteur de 49 milliards d'euros.



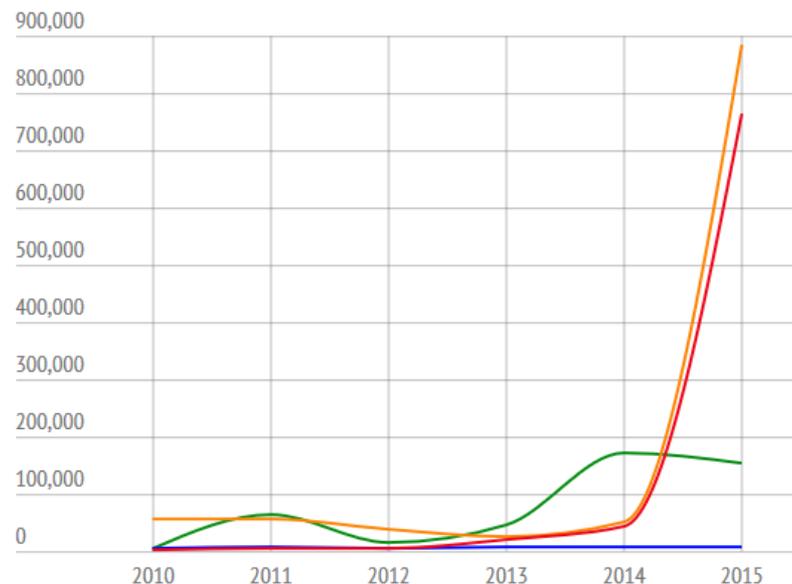
La vague de migrants 2011-2015

LA PLUS GRANDE VAGUE DE RÉFUGIÉS DEPUIS 30 ANS

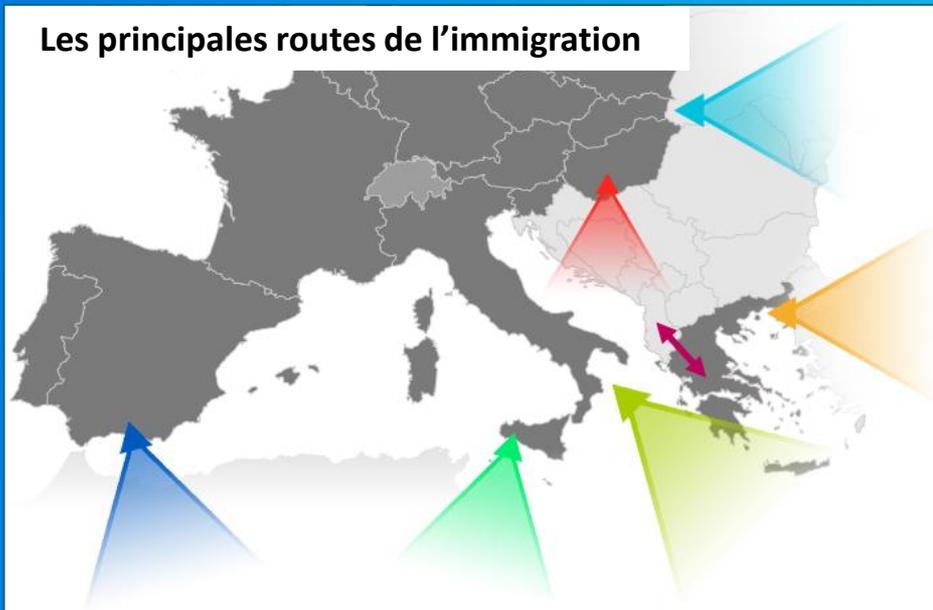
Evolution du nombre de demandeurs d'asile dans les pays membres de l'UE depuis 1985, en milliers



Les entrées clandestines dans l'UE via les 4 principales routes de l'immigration



Les principales routes de l'immigration



- route méditerranéenne centrale (via l'Italie et Malte)
- route méditerranéenne de l'Ouest (via l'Espagne)
- route méditerranéenne de l'Est (via la Grèce, la Bulgarie et Chypre)
- route des Balkans

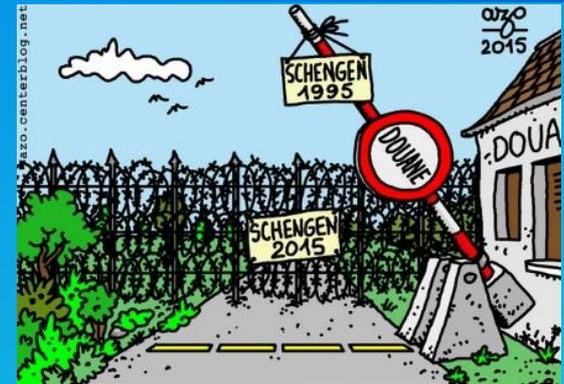
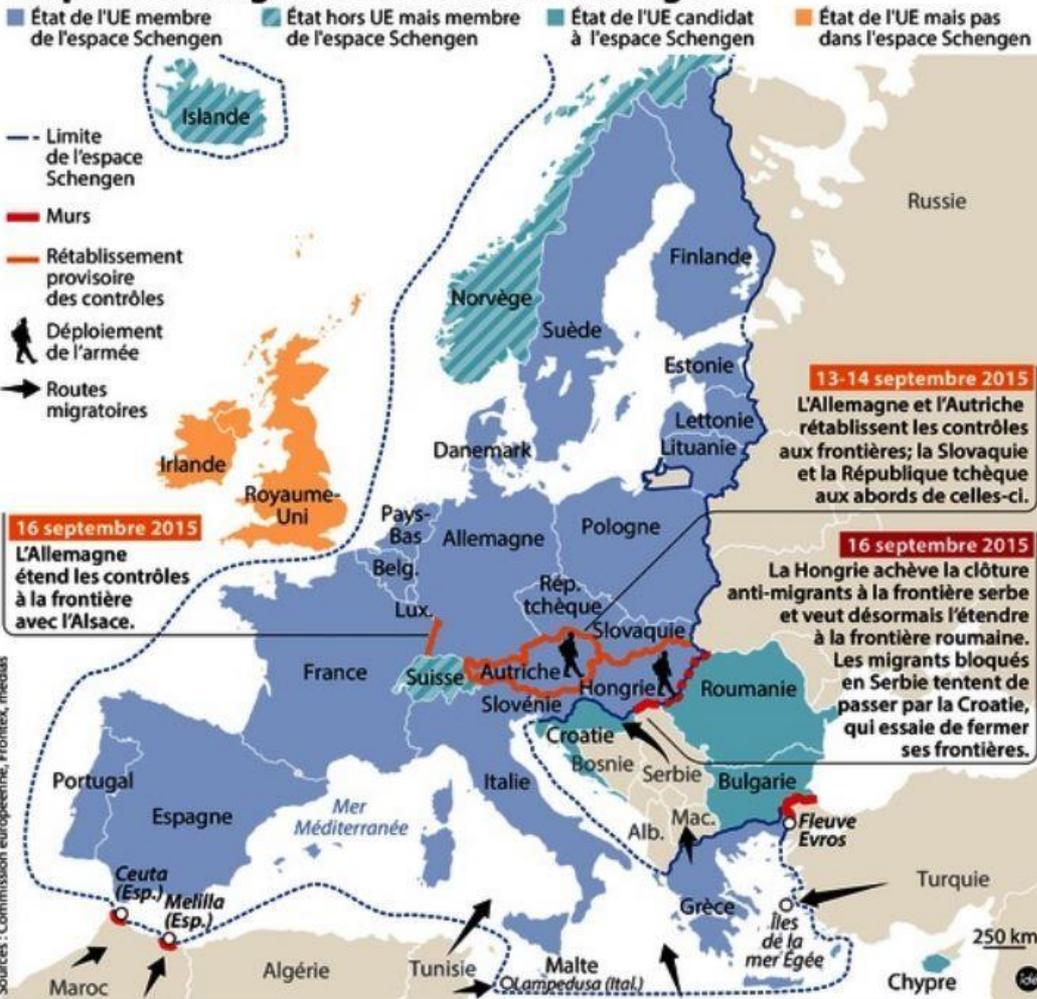
Crise des migrants : pourquoi l'espace Schengen est déjà derrière nous

Cette gigantesque construction, de nature normative, se désagrège aujourd'hui sous l'impact des événements. Elle reposait sur l'existence d'une frontière commune, assurant, pour le compte de l'ensemble des Etats de l'espace de libre circulation, la maîtrise des flux migratoires. En 2015, face à une situation de chaos, l'Europe a renoncé à la faire respecter. Ce choix s'est exprimé dans les appels des plus hauts dirigeants de l'Union à «ouvrir les bras» aux migrants et les projets de «quotas d'accueil» de Mme Merkel. L'Union européenne dans la panique, en proie à des émotions contradictoires, débordée, a ouvert ses portes et totalement cessé de faire appliquer ses règles fondamentales: accueil des réfugiés mais fermeture aux migrants illégaux.

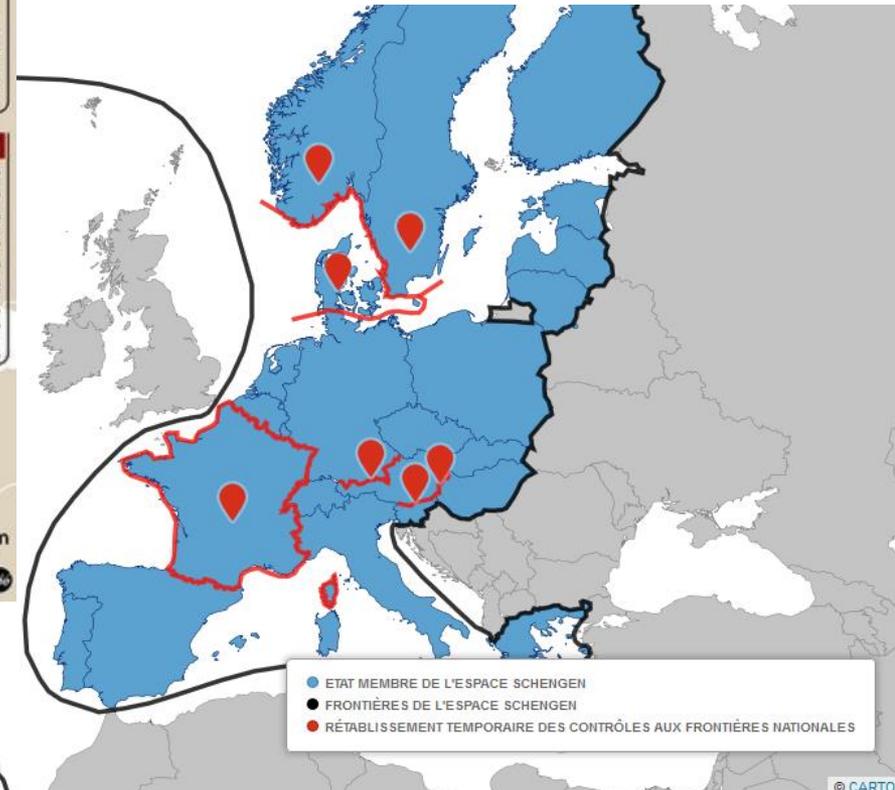
Dès lors, un engrenage fatal s'est enclenché, celui de la course éperdue aux solutions nationales. L'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Slovénie, la Hongrie ont tour à tour rétabli le contrôle de leurs frontières intérieures. Le règlement européen du 15 mars 2006 ou «code frontière Schengen» modifié en 2013 (articles 23 à 26), interdit formellement cette pratique pour un motif d'immigration. Aujourd'hui, c'est bien le principe de libre circulation et ses fondations juridiques qui volent en éclats. En outre, en annonçant qu'elle crée des quotas pour les demandeurs d'asile l'Autriche bafoue le droit européen tout comme la Suède «superpuissance humanitaire», qui envisage l'expulsion de 80 000 migrants. De ce climat de chaos et de repli renaissent de vives tensions qui déchirent l'Europe centrale autour de l'Allemagne. Les partis extrémistes ont partout le vent en poupe. Le chaos migratoire pousse le Royaume-Uni au Brexit. La Grèce fait figure de bouc émissaire, accusée de défaillance dans le contrôle de la frontière commune. Le risque est celui d'une déstabilisation politique de l'Europe et le retour de régimes nationalistes.

Le retour à la fermeture des frontières

L'espace Schengen face à l'afflux de réfugiés



Le point sur le contrôle aux frontières intérieures (mai 2018)

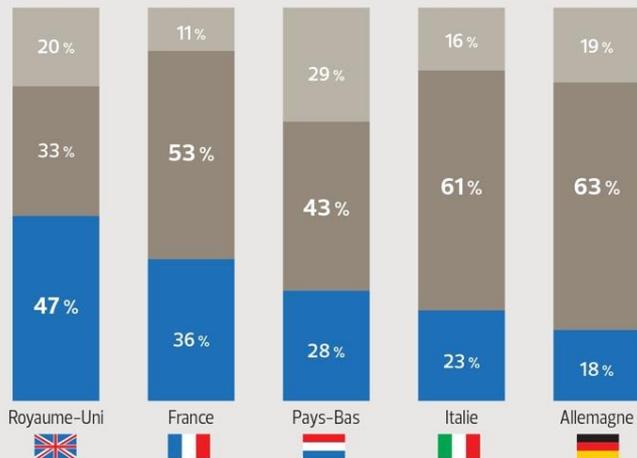


La remise en cause de l'espace Schengen avec la crise des migrants

Français et Britanniques sont les plus favorables à la fin des accords de Schengen

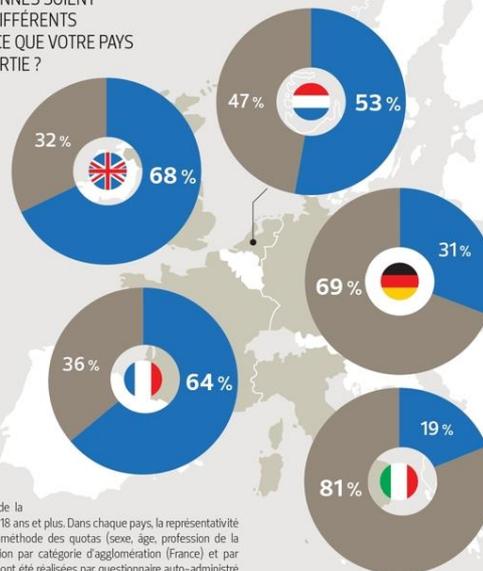
1 QUESTION : DEPUIS DES MOIS, DES MIGRANTS AFRICAINS TRAVERSENT PAR BATEAU LA MÉDITERRANÉE ET ARRIVENT PAR MILLIERS SUR LES CÔTES ITALIENNES. SELON VOUS, LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE (UE) DEVRAIENT, DANS LA SITUATION ACTUELLE, CONSACRER DES MOYENS FINANCIERS PLUTÔT POUR... ?

- ... renforcer les contrôles aux frontières et lutter contre l'immigration clandestine en provenance du sud de la Méditerranée
- ... aider au développement et à la stabilisation des pays du sud de la Méditerranée afin de fixer sur place les populations
- ... développer sur leur territoire des programmes d'aide et d'accueil pour les immigrés en provenance du sud de la Méditerranée



2 QUESTION : ÊTES-VOUS FAVORABLE OU OPPOSÉ À CE QUE CES MIGRANTS AFRICAINS QUI ARRIVENT PAR MILLIERS SUR LES CÔTES ITALIENNES SOIENT RÉPARTIS DANS LES DIFFÉRENTS PAYS D'EUROPE ET À CE QUE VOTRE PAYS EN ACCUEILLE UNE PARTIE ?

- Favorable
- Opposé

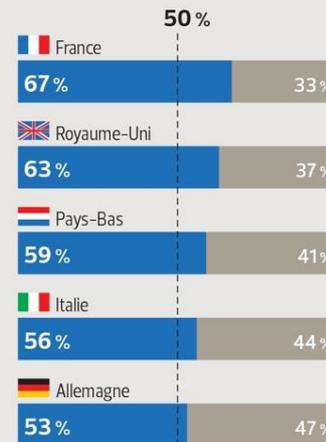


Étude réalisée par l'Ifop pour Le Figaro

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 5 996 personnes dans les pays suivants :
 - France : 1 002 personnes
 - Allemagne : 997 personnes
 - Pays-Bas : 995 personnes
 - Royaume-Uni : 1 002 personnes
 - Italie : 1 000 personnes.
 Les échantillons sont représentatifs de la population des différents pays âgée de 18 ans et plus. Dans chaque pays, la représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par catégorie d'agglomération (France) et par régions (tous les pays). Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré on-line (CAWI) : du 25 juin au 2 juillet 2015 en France et en Italie, du 29 juin au 2 juillet 2015 aux Pays-Bas et au Royaume-Uni et du 29 juin au 3 juillet 2015 en Allemagne.

3 QUESTION : ÊTES-VOUS FAVORABLE OU OPPOSÉ À LA SUPPRESSION DES ACCORDS DE SCHENGEN, POSSIBILITÉ PRÉVUE PAR LES TRAITÉS, ET AU RÉTABLISSEMENT, AU MOINS PROVISOIRE, DES CONTRÔLES FIXES AUX FRONTIÈRES ENTRE VOTRE PAYS ET LES AUTRES PAYS DE L'UE ?

- Favorable
- Opposé



Infographie LE FIGARO



Le Brexit

Principale interrogation à la suite du Brexit : le sort qui attend désormais l'Union européenne. Celui-ci est lié à d'innombrables facteurs...

D'autres pays vont-ils à leur tour demander un référendum pour sortir de l'Union européenne ? C'est ce qu'espèrent en particulier certains dirigeants d'extrême-droite, comme Marine Le Pen en France ou Geert Wilders aux Pays-Bas qui se sont félicités du résultat et promettent d'organiser un tel scrutin s'ils sont élus.

A l'opposé, cet événement est vécu par certains comme un signal et une opportunité pour réformer en profondeur l'Union européenne. Ce qui serait le meilleur moyen de répondre aux attentes des citoyens et couper court à la montée de l'euroscépticisme.

Il est toutefois probable qu'aucune de ces deux options radicales ne voie le jour, mais que l'Union européenne continue à se réformer progressivement. C'est en tout cas ce qu'ont laissé entendre les dirigeants allemand, français et italien qui ont proposé, en amont du Sommet européen des 28 et 29 juin, une "nouvelle impulsion" pour l'Europe. Celle-ci passe par la lutte contre la "marginalisation sociale" et l'investissement dans les villes, la relance de l'Europe de la défense, de nouvelles "étapes" pour l'Europe sociale et le renforcement des politiques communautaires en faveur de la jeunesse. Les trois pays ont approuvé un package de propositions dont ils souhaitent débattre à 27 lors d'une réunion spéciale en septembre.

Enfin, certains estiment envisageable (voire certain) que le retrait du Royaume-Uni n'ait finalement pas lieu ! Parce que le référendum britannique reste consultatif, parce que la décision en revient au Parlement britannique, parce que d'ici quelques temps une partie des pro-Brexit se rendraient compte de leur erreur et parce que le futur Premier ministre pourrait être désigné ou élu avec un programme de maintien dans l'UE... cette éventualité qui paraissait absolument impossible au lendemain du référendum est aujourd'hui avancée. Elle reste toutefois balayée par les responsables politiques européens, dont une majorité fait pression sur le Royaume-Uni pour le déclenchement de l'article 50 du traité sur l'Union européenne, afin que les négociations sur les futures relations puissent commencer et que le retrait ait lieu le plus rapidement possible.

Source : <http://www.touteurope.eu/actualite/europe-economie-immigration-ce-que-le-brexit-va-changer.html>



Brexit : où en sont les négociations? (Source : BFM Business, mars 2018)

Les conditions du divorce entre l'Union européenne et le Royaume-Uni se dessinent, à un an de la date fatidique. A moins que...

Dans un an exactement, le Royaume-Uni n'appartiendra plus à l'Union européenne, respectant ainsi la décision prise par les électeurs britanniques le 23 juin 2016. Mais la future relation entre Londres et Bruxelles fait toujours l'objet d'âpres négociations, même si ses contours commencent à se dessiner. Tour d'horizon des décisions déjà prises et des questions encore en suspens.

Quand doit être prononcé le divorce et à quelles conditions?

Le Royaume-Uni doit officiellement sortir de l'UE le 29 mars 2019. Mais les deux parties peuvent encore convenir de retarder l'échéance. En outre, les 27 ont approuvé fin janvier le principe d'une période "de transition statu quo", avec maintien de la libre circulation des biens, services et personnes, mais lors de laquelle Londres n'aura plus son mot à dire sur les décisions de l'UE. Celle-ci pourrait courir jusque fin 2020.

Quelles relations de voisinage?

Un accord préliminaire a été trouvé en décembre sur les trois questions clés: la facture de sortie, les droits des citoyens européens et la frontière entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Sur cette dernière question, les Britanniques ont accepté d'intégrer l'option d'un "espace réglementaire commun" incluant l'UE et l'Irlande du Nord, au moins jusqu'à ce qu'une autre solution satisfaisante soit proposée. "Les dirigeants évalueront en juin si la question irlandaise a été résolue et comment procéder sur une déclaration commune sur notre future relation" avec le Royaume-Uni, a expliqué le président du Conseil européen Donald Tusk. Concernant les citoyens, il est stipulé que les droits des plus de trois millions d'Européens vivant au Royaume-Uni et du plus d'un million d'expatriés britanniques dans l'UE seraient préservés et qu'ils pourront réclamer le statut de résident permanent. Enfin, le Royaume-Uni a accepté de continuer à **contribuer au budget de l'UE jusqu'en 2020 et d'honorer tous les engagements pris.** Ce qui correspondrait selon ses calculs de **40 à 45 milliards d'euros.**

Quelles règles commerciales?

Le Royaume-Uni veut quitter le marché unique et l'union douanière pour pouvoir négocier ses propres accords commerciaux et mettre fin à la liberté de circulation des citoyens européens, mais veut un accord de libre échange "le plus large possible".

De son côté, **l'UE insiste pour que cet accord préserve l'indivisibilité de son marché unique,** rappelant une nouvelle fois un de ses principes de base dans cette négociation: pas de commerce "à la carte", secteur par secteur.

En l'absence d'accord, le Royaume-Uni se verrait appliquer les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), synonymes de barrières douanières et tarifaires.

Le Royaume-Uni peut-il encore reculer?

L'idée fait son chemin outre-Manche. La pression des milieux d'affaires, qui craignent pour l'attractivité du Royaume-Uni, commence à porter leurs fruits. L'opinion publique est ainsi largement divisée: selon un sondage pour le *Guardian*, publié à la fin du mois de janvier, 42% des Britanniques souhaitent désormais sortir de l'UE, et 46% veulent y rester.

Côté politique, les pro-brexit les plus influents, tels que le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson ou le leader de l'Ukip Nigel Farage, n'excluent plus la possibilité d'un nouveau référendum. Et l'opposition travailliste souhaite que le parlement puisse intervenir si les termes de l'accord final ne lui conviennent pas.

David Davis, qui négocie les conditions de sortie en compagnie du Français Michel Barnier, l'avait d'ailleurs souligné dès 2012: "Si une démocratie ne peut changer d'avis, elle cesse d'être une démocratie".

Un revirement reste donc possible, même si la réaction du peuple britannique serait alors imprévisible.